09194

3194

Centre de Documentation

Note de remerciments,

=:=:=:=:=:=:=:=:=:=:=:=:

Au terme de ce travail , nous formulons nos vives remerciments à tous ceux qui ont contribués à l'élaboration de ce travail et plus particulièrement Mr MARC LAYRAGUES qui a accepté de diriger cette tâche dans un sens de comprehension et de profonde modestie .

Théme : Aide Alimentaire et Developpement régional en Mauritanie

Introduction:

a) Définition et fondement de l'aide internationale
- Essai de definition du developpement régional
b) Formes de l'aide internationale
c) Quelques problémes specifiques à la Mauritanie

1 ere Partie : Quelques acteurs de l'aide alimentaire le PAM et le CSA:

1.1 Bilan de l'action du PAM en Mauritanie

1.1.1. Généralités
1.1.2. le PAM en Mauritanie

- Projets en cours

a) Irrigation et installation des populations dans la vallée du Gorgol noir
- Stabilisation et fixation des dunes
b) Assistance aux cantines scolaires
c) Assistance aux centres de promotion féminines, aux précooperatifs féminines et aux jardins d'enfant

d) projet de stabilisation des prix
e) projet d'aide d'urgence .

1.2. Le commissariat à la sécurité alimentaire :CSA
1.2.2. Création du CSA.
1.2.3. Attributions du CSA
1.2.3 Financement
1.2.4 Goulots d'entranglement
- contraintes techniques
- Contraintes financiéres

- Contraintes d'ordre général

1.2.5. L'aide alimentaire
- Quantités de céréales reçues de 81 - 85)
1.2.5.1. Recention de l'aide alimentaire
1.2.5.1. Transport de l'aide alimentaire

2 ere Partie : Experiences et problématique nouvelles de l'utilisation de l'aide alimentaire au developpement régional en Mauritanie

2.1 Les fonds de contrepartie
2.1/1. Origine et définition
2.1.2. Utilisations des fonds de contrepartie
a) financements necessaires au c au CSA
b) Financement aux projets de sécurité alimentaire
c) Exemple de réalisations des fonds de contrepartie

.../...

2.2. La cellule "vivres contre travail VCT)
2.2.1. Présentation
2.2.2. Objectifs et moyens d'actions
2.2.3. Méthodologie d'intervention
2.2.4. Réalisations
2.2.4.1. Projet soumis au comité de reflexion
2.2.4.2. Projet choisis par le comité de reflexion
2.2.4.3. Obstacles à la réalisation des projets

2.3. Impact de l'aide alimentaire sur le developpement régional
2.3.1 Interventaine et repartition des demandes d'intervention :
- Régions déjà sensibilisées

2.3.2. Conséquences des bas prix sur le developpement agricole
2.3.3. Aide internationale et definition d'une stratégie alimentaire

Conclusion
Annexes
Bibliographie.

.../...

INTRODUCTION :

L'intérêt sans cesse croissant que les intellectuels, en général et les économistes en particulier accordent au problème de l'aide internationale en faveur du tiers monde témoigne de l'importance de celle-ci dans la vie des nations et des peuples en ce 20e siècle.

Il suffit pour constater cela de considérer les nombreux ouvrages écrits sur le sujet de 1949 à nos jours. En effet, penseurs très divers ressortissants, aussi bien des pays fournisseurs de l'aide internationale, que ceux qui reçoivent ont suivi l'évolution de l'aide au tiers monde, tout au long de ce dernier quart de siècle. Il ne s'agit pas, cependant, de faire ressortir l'importance de l'aide largement reconnue mais dans le cadre de cette étude de montrer le rôle qu'a joué l'aide alimentaire dans le développement de la Mauritanie d'une manière générale, et de montrer comment cette aide peut servir de base au développement régional.

En effet, la croissance très rapide du milieu urbain nécessite la mise en place d'une politique d'aménagement du territoire qui favoriserait le développement des villes moyennes et la création de petites villes et de bourgs ruraux pour éviter par exemple l'encombrement des grands centres (Nouakchott).

L'exode rural, qui a pour effet, le gonflement des centres urbains, l'accroissement du chômage urbain et rural, etc... sont un certain nombre de problèmes que seul un développement harmonieux des régions rurales peut apporter une solution. Mais il se trouve que les populations concernées sont dépendantes de l'aide alimentaire gratuite (50% de la population selon les estimations du M.D.R., Jeune Afrique économie n° 80 - Mars 1986). pour laquelle les objectifs du Gouvernement (C) est de la remplacer au mieux par une aide gratuite "Vivres contre travail.

C'est dans ce contexte que la Mauritanie fait appel à l'aide internationale dont il est nécessaire de définir (a) d'indiquer ces différentes formes (b) et de soulever quelques problèmes spécifiques à la Mauritanie.

a) DEFINITION ET FONDEMENT DE L'AIDE INTERNATIONALE.

Les spécialistes de l'économie du sous développement qui se sont penchés sur les problèmes de l'aide internationale s'accordent pour définir celle-ci comme étant avant tout un "apport" d'un état souverain ou d'un organisme international à un autre état souverain. Cependant, et à la lumière de la pratique internationale, il s'avère qu'il serait utile d'ajouter que, pour qu'il s'agisse vraiment d'aide, l'apport que constitue celle-ci doit être affecté à des fins réelles de développement économique et social. ~~A l'heure~~ (MDR Ministère du Développement Rural.)

MDR = Ministère

A l'heure actuelle, en effet, toute l'aide internationale est destinée aux pays qui sont restés en déçà du seuil normal du développement, celle-ci par le désir de contribuer à l'amélioration du niveau de vie des populations sous-développées. A ce sujet PAUL Masson souligne à juste titre : "Doubler ou tripler cette aide n'est pas une recette de bon aloi si, en même temps, on ne s'est pas assuré du développement de tout" homme et de tous les hommes dans un cadre intégré ou l'aide ne sera jamais que l'un des éléments". Mais peut-on se poser la question de savoir s'il faut considérer comme aide toute contribution apportée dans le but d'accélérer le développement des peuples ? F. Lauchaire indique dans son livre intitulé "L'AIDE AUX PAYS SOUS-DEVELOPPES" indique que l'aide doit être apportée sans contre-partie équivalente (car cela aboutit à un échange de bien pur et simple) et doit s'ajouter à l'effort propre du pays aidé.

Cette dernière précision est de poids : si, en effet, un Etat se porte garant de tout faire à la place d'un autre Etat, il ne s'agira alors plus d'aide, mais de ce que F. Lauchaire appelle un "entretien". Toutefois la définition qu'on peut dégager de ces éléments cités plus haut ne semble pas suffisante. Quant on dit que l'aide est un apport, cela est bien juste mais insuffisant. Faut-il encore définir la nature de cet apport est-il exclusivement matériel ?

Pour définir l'aide nous pourrons retenir que celle-ci est avant tout un apport matériel sans contrepartie équivalent s'ajoutant à un effort propre du pays aidé et destiné à promouvoir le développement économique et social de celui-ci.

- ESSAI DE DEFINITION DU DEVELOPPEMENT REGIONAL (2)

La définition que je vais avancée est déduite de celle du développement rural. Le développement régional et le développement rural sont considérés comme deux expressions synonymes. En effet, il faut préciser que le développement

.../...

rural dépasse le développement agricole. Mais si l'on admet, que la plupart des activités rurales sont intimement liées à la prospérité, agricole, il n'en reste pas moins que toute une série d'activités ne peut être appelée agricole. Les activités qui, par exemple assurent la distribution d'eau potable, les services de santé, et de l'éducation, la construction de logement, l'installation d'égourts, la coordination du transport, l'artisanat et la petite industrie, etc... En parlant de développement rural, nous y incluons donc toutes ces activités et bien d'autres au point qu'il paraît juste d'affirmer que le développement rural est presque synonyme de développement régional.

Cependant, il existe d'autres concepts de développement régional l'expression développement régional se définit, pour la planification ou l'économiste, avant tout comme un changement des structures sociales et mentales changement nécessaire pour que puissent être atteint les objectifs de la nation. pour la population ou son représentant politique local elle se définit pour les changements que connaîtra le système Socio-Economique, permettant à chacun d'eux de disposer de moyens plus efficaces pour parvenir aux fins, qui sont les siennes.

Les deux conceptions sont chacune leur valeur, il n'y a aucune raison de privilégier l'une à l'autre, elles ont en commun de supposer toutes deux une transformation du système social et économique, ou tout au moins de certaines de ces éléments.

b) Les formes de l'aide internationales : Il existe deux formes d'aide:

L'AIDE BILATERALE

Elle s'effectue directement d'Etat à d'Etat, dans le cadre d'un accord général ou particulier, librement négocié entre les deux pays intéressés. Dans ce cas chacun des deux partenaires choisit en toute connaissance de cause à qui il donne ou de qui il reçoit. Il le fait en fonction d'une option Gouvernementale ou de multiples critères entrant en ligne de compte : affinités politiques et culturelles, besoins techniques, zones monétaires nécessités économiques etc...

---

(1) Méthodologie de la planification: développement régional et sa problématique Etudié à travers l'expérience de Tahoua (Niger) au Jean Funel

(2) Paul Hassen : l'Aide Bilatérale Assistance, Commerce Stratégie : Paris 1967 p. 312

.../...

L'AIDE MULTILATERALE :

L'aide multilaterale ou régionale et distribuée par l'intermédiaire ou sous légide d'une institution internationale, de l'ONU. Par exemple ou d'une organisation régionale C.E.E. entre autres .

c).Probléme specifique à la Mauritanie: (1)

Il serait peut être quelque peu embarassant de traiter ce sujet sans essauyer, au moins de soulever quelques problémes relatifs à notre pays .Ces problémes sont divers : le plus grand probléme qui se pose à l'heure actuelle,,est la secheresse qui commence à prendre maintenant une allure de mal chronique .En effet , les premiéres consequences de la secheresse apparues depuis 1970 continuent à être ressenties par l'économie agricole malgré une amélioration de la production on 1974. Cette situation de secheresse continue mobilise bien entendu, les moyens que le Gouvernement souhaiterait utiliser pour resoudre les problémes fondamentaux qui sont principalement l'immensité du territoire ,la rareté rélative des ressources physiques , la dispertion des ressources humaines , la faiblesse de l'infrastructure,le manque de cadres ,l'importance de l'exode rurale et du chômage urbain et rural.

- Baisse de la production agricole ,effet de la secheresse et de migration des populations rurales vers les centres urbains .Cette situation va engendrer une nouvelle orientation du Gouvernement vers la création des aménagements hydro-agricoles et la production irriguée sans pour autant négliger la production traditionnelle ?Ce type d'agriculture est entravé par de nombreuses difficultés : financements, manque de cadres agricoles ,nationaux ,etc... les conséquences de la situtation de production sur la plan de l'emploi commencent a devenir graves.En effet, les projets industriels actuellement connus ne sont pas sucéptibles d'engendrer des emplois suffisants par rapport aux ressources humaines disponibles.

Le secteur rural doit absorber une grande partie de la population active .Pour cela une politique coherante de developpement rural et de stabilisation des populations dans les campagnes est indisponsable pour éviter que soit agravé le probléme du sous-emplois et du chômage qui frappent les couches alphabétisées.

Ce probléme de fixation ou de stabilisation des populations est à même encourager car ces ruraux sont à l'origime du gonflement dénographique des milieux urbains et ceci n'est pas sans effets pervers : création de bidon-ville,problémes de transport urbain ,approvisionnement en eau ,électricité etc....

La faiblesse de ressources humaines est notament l'absence de cadres en nombre suffisant dans tous les secteurs engendre un grave probléme d'efficacité du developpement et des structures techniques ; cette situation est dûe en grande partie au poids du passé, mais aussi aux structures d'une population monade dispersée sur un territoire immense sans infrastucture de communication et qui n'a pas été touché par l'éducation moderne qui béneficie surtout aux milieux urbains et pourtant revient trés cher à l'Etat. Les resultats sont acquis à des coûts plus cher dûs surtout à un taux éleve de deperdition "redoublements et abandons "dans l'enseignment primaire et secondaire et posant un grand probléme de création d'emploi pour lequel il convient de mettre en place un sytémé efficace de formation professiomelle - le secteur moderne ,malgré l'essor des années passees ne se place pas dans une perspective favorable .En effet,l'activite industrielle repose surl'extraction miniére et la transformation des produits de la pêche.Cette industrialisation n'est pas placé dans les conditions trés favorables les régions où se trouvent les activités d'extraction sont enclavées ,le pays manque de main-d'ecuvre qualifiée,les infrastructures de transport et de communication sont limitées ,les montants des factures sont élevés notament l'eau et l'électricité .

C'est compte tenu de ces differnts problémes et surtout la dependance croissante du pays vis à vis de l'etranger avec ses effets pervers que le Gouvernement Mauritanien a d cidé de créer,en collaboration avec les donnateurs une cellule vivre contre travail (V.C.T.),cette cellule a pour rôle de coordonner les vivres avex les projets de developpement entrepris par elle même que avec ceux encadres par les organismes .

Ainsi aprés avoir défini et donné les differntes formes d'aides et indiqué quelques problémes specifiques à la Mauritanie ,le reste du travail sera divisé en deux parties :

- <u>la permiere partie</u> intitulée : quelques acteurs de l'aide alimentaires : le PAM, et le C.S.Adans cette partie nous verons dans(1.1)le bilan des actions du PAM en Mauritanie, généralités, les projets en cours etc...

* Dans la deuxieme sous partie :(le C.S.Anous verrons les attributions du C.S.A,son financement ,ses goulots d'etranglements .etc...

- La deuxième partie : Expériences et problématiques nouvelles de l'utilisation de l'aide alimentaire au service du développement régional en Mauritanie : nous verrons les fonds de contrepartie ses origines et sa définition, ses utilisations etc... (2.1) ; ensuite la cellule VCT. Présentation, objectifs et moyens d'action ---(2.2) et enfin l'impact de l'aide alimentaire sur le développement régional (2.3)

Iere partie : quelques acteurs de l'aide alimentaire : le PAM et le CSA

Le choix du PAM et de CSA dans le cadre de cette etude se justifie d'une part par la specificité de l'aide du PAM essentiellement de l'aide alimentaire et d'autre part par ses domaines domaines d'interventions.

Quant au CSA son choix s'explique par le fait qu'il constitué la seule institution chargée de la gestion de l'aide alimentaire sa reception, son transport son application à des projets de developpement etc...

Nous venons aussi dans cette partie le bilan des activités du PAM en Mauritanie(I.I) ensuite le commissariat à la securité alimentaire (I.2):

I.I. Bilan de l'action du programme alimentaire mondial en Mauritanie(PAM)

I.I.I. Généralités :

Le PAM a été institué en 1962 par l'organisation des Nations - Unies (O.N.U)et par l'organisation des Nations - Unies pour l'alimentation et l'agriculture(FAO), afin d'aider les pays en developpement en leur fournissant des vivres. L'aide alimentaire n'est pas une aumône et elle ne consiste pas simplement à nourrir les affaires le but du PAM est essentiellement de stimuler et d'accelerer le developpement économique et sociale ?La priorité est donnée à la production agricole, au developpement communautaire, aux groupes vulnerables, et aux projets où participent les femines et les jeunes fille cependant, le PAM consacré chaque année une partie de ces ressources à l'aide d'urgence.

Les ressources du programme proviennent de contributions volontaire offertes par plus de 100 pays praticipents sous forme de denrées(les deux tiers) de crédits ou de service. La PAM fonctionne sous le contrôle du comité des politiques et programme d'aide alimentaire (C.P.A.), qui est composé des representants de 30 pays et se réunit deux fois par an. Dans les pays bénéficiaires, le representant régional du P.N.U.D. est également le representant du PAM dont dependent les fonctionnaires du PAM chargés des projets sur place

1.1.2. Le PAM en Mauritanie :

le PAM assiste la Mauritanie depuis 1965 La valeur totale des projets qui ont terminés entre 1965 et 1985, s'éleve.

61,7 millions de dollars, soit 3,3 milliards d'ouguiyas, correspond à 175,697 tonnes de vivres, dont 29,7% utilisées dans le cadre des projets de developpement et 70,3% pour les projets d'aide d'urgence notamment pour assister les populations touchées par la secheresse.

Les projets actuellement en cours ont une valeur totale de 15 127 400/S/ soit environ 1,2 milliard d'ouguiya correspond à un total de 33 666 tonnes de vivres dont les 64% sont destinés à des projets de developpement et 36% pour l'aide d'urgence. On observe tout de suite que la plus grande partie de vivres a été orientée plutôt vers l'aide d'urgence que vers des projets de developpement. Ceci correspondait aux priorités fixées par le gouvernement de maniére à assurer dans un premeir temps une sécurité alimentaire aux populations les plus necessiteuses et affectés par la secheresse. Cependant, comme l'indique le changement de structure survenu dans les années recentes dans l'utilisation des vivres du PAM la deusiéme phase d'action est dorénavant orientée vers les projets de developpement agricole permettant de promouvoir et de stimuler la production locale.

- Projets en cours :

Ces projets sont interssant peu par leur diversisté, ils touchent differents domaines et surtout pour leur mode d'action qui consiste a associer massivement les populations locales moyennant des vivres (vivres contre travail)

a) Irrigation et installation des populations dans la vallée du gorgol Noir. (6 117 400 /s/: E.U.)

Projet executé par la SONADER, il s'agit de la mise en oeuvre et de irrigation de 2400 hectares de riz par 4.400, menages paysans. L'assistance du PAM commencé en 1983 pour couvrir les besions.

alimentaires des populations pendant la periode de reinstallation et de mise en agriculture ,jusqu'à la premiére récolte de riz . C'est un projet de"vivre contre travail seule les menages qui acceptent de contribuer aux travaux d'amenagement du perimetre bénéficient de l'aide du PAM en compensation du travail effectue .

a) - Stabilisation et fixation des dunes :

Projet pilote qui,comme son nom l'indique s'attache à stabiliser et à fixer les dunes dans le but de protéger les villages et les productions agricoles contre desertification ,en général ,et l'ensemblement en particulier . L'aide alimentaire du PAM favorise le recrutement de la main-d'oeuvre necessaire et sert à compenser et stimuler la participation aux travaux. Il s'agit d'un projet devant être vu sous-l'angle experimentale et qui pourra être étendu sur une plus grande echelle dans les années à venir si les resultats techniques obtenus lors de cette premiére phase sont satisfaisants.

b) Assistance aux cantines scolaires (2 306 000/S / E.U.)

Ce genre de projet que la PAM a mené en Mauritanie depuis 1964,était initialement prévu pour porter assistance aux écoles secondaires,au travers de distribution de vivres dans les cantines .Dans le passé,le projet a suivi une lente evolution vers une assistance plus importante donnée aux écoles primaires et de plus en plus reduit aux écolee secondaires . En son actuelle cinquiéme phase,ce projet d'une durée de 3 ans met dorénavant l'accent sur l'assistance aux enfants provenant de familles monades les plus affectués par la degradation des conditions climatiques du pays et à ceux appratenant aux catégories sociales les plus défavorisées quelques 5.500 eleves d'écoles primaires 2.520 écoles...

.../...

Secondaires et 480 d'ecoles techniques sont les beneficiaires de cette aidz

c) Assistance aux centres de promotion feminiéne aux pré-coopératif feminids et aux jardin d'enfant (1 105000$) dans le but de promouvoir et d'amélioration la condition économique et sociales des femmes appartenant aux groupes de populations à faibles revenu des centres de promotion feminines (CPF) ont été crées ils permettent de dispenser à ces femmes un enseignement variée, orienté vers des activités artisinales traditionellles pouvant être intégrées au sein d'associations de travailleurs du genre pré-coopératives le PAM fournit des rations alimentaires à ses associations de travailleurs (CPF) et pré-coopérative et en échange, les femmes de ces centres versent dans une caisse commune une partie de la somme correspondant au prix des vivres fournis largent ainsi collecté constitue le fond de roulement necessaire à l'achat de matiéree le prémiére et de bien d'équipement permettant le demanage et le fonctionnement de 13 CPD et 17 pré -coopératives qui rassemblent un effectif de 950 participantes

Paralellement à la promotion feminiene une grande importante est aussi donné à l'amélioration de l'etat de santé des enfants d'age pré-scolaire un certain nombre de jardin 'enfant rassemblant 2350 enfants ont été crée à cet effet dans le but de leur donner en plus des prémiéres notions d'éducation

De la nourriture supplémentaire sous contrôle de'assistante sociales. pour le moments les parents contribuent aux frais des jardins d'enfants selon leurs moyens mais il est attendu que ces jardins d'enfant puissent un jour subvenir à tous leurs besions uniquement à partir des contributions des parents l(assitance alimentaire du PAM permet de dégager des fonds consacrée à l'enfant particiliérement en ce qui concernent des le matériel didactique et de jeu qui fait cruellement défaut.

~~Defaut~~

b) Projet de stabilisation des prix :

Pour ce projet, le PAM a fourni à la Mauritanie au total 24 000 tonnes de blé pour les années 1982 /83 /84 . Environ 8000 tonnes supplémentaires, du même produit, sont attendues pour l'année 1985. Ces ~~projets~~ apports alimentaires du ~~pays~~ font partie du stock régulateur d'approvionnement du pays . prévus pour la vente , ils permettent à la Mauritanie d'approvionner ses marchés tout au long de l'année , afin d'éviter une hausse des prix et une spéculation en cas de la production locale.

Les fonds de contrepartie moné taire tirés de la vente de ce stock régulateur, étaient initialement prévus pour être utilisées à racheter les productions locales d'un tonnage d'environ 15000 tonnes, de maniére à ce que le stock régulateur s'entretienne de lui même au cours du temps. Par manque de surplus de production locale, ce mécanisme regulateur a été remis en question.

c) Projet d'aide d'urgence :

Ce projet fournit une assistance alimentaire aux populations touchées par la sécheresse aigue et persistante. Le PAM a déjà fourni pour ce genre de projet en 83 - 84, une quantité de vivres de 34 104 tonnes . De maniére à compenser le déficit céréalier de la saison 84 - 85, 10 000 tonnes de blé sont fournis et quelques 247.500 personnes beneficiaires, durant 3 mois de l'année , de ratio s alimentaires distribuées gratuitement. Dans le cadre de ce projet des ~~populations~~ Propositions d'utilisations ~~actuellement~~ de cette aide d'urgence en "vivres contre travail" sont actuellement à l'étude. L'idée générale retenue est de supprimer autant que possible les distributions purement gratuites et de faire réaliser de petits travaux liés au .

Secteur agricole traditionnel par les populations benéficiaires dans les regions les plus affectées par la sécheresse. Paralellement à cette aide d'urgence globale, l'accen est mis sur l'aide d'urgence à apporte aux enfant sous alimontés réunis au sein de 300 centres d'alimentation communautaires (CAC) répartis dans le pays et chargés de leurs servir des repas complémentaires à ceux reçus au foyer familial. Ces rations alimentaires sont distribuées avec la coopération du ministere de la santé et des affaires sociales. Elles donnent un apport purement nutritionnel et assure une sécurité alimentaire pour 30 000 enfants.

Ainsi le bilan des activités du PAm étant corné, il importe, avant d'entamer la seconde sur partie de passer en revue ces activités et de se poser un certain nombre de questions. En effet il faut noter à travers ce bilan que l'aide du PAM est trés bénéfique bien que l'aide alimentaire, quelque soit sa provenance est controversée par beaucoup. Ces engendrers se trouvent autour des conséquences que peut engendrer une aide alimentaire permenante à savoir des transformations onéreuses (transformations qui engendent de grosses depenses) des struvtures de consommation, des habitudes culinaires, elle peut entrainer le déclin ou la stagnati des productions locales, ou limiter les débouches d'autres pays sous développés la leçon à tirer de l'experience du PAM c'est son désir son souci d'appliquer l'aide alimentaire à son veritable but c'est à dire à des ouvrages de developpemnt du pays qui reçoit l'aide en même temps le PAM essaye d'enroler les populations concernées elles mêmes, c'est à dire celles qui reçoivent l'aide alimentaire et dont le souhait de tout état doit être une diminution progressive de cette masse dépendante de l'aide exterieure, dans les travaux.

Visant l'aide autosuffisance alimentaire c'est le cas par exemple du projet gorgol Noir cité plus haut qui concerne plus de 4000menages,les vivres n'étaient distribués à ces menages qu'en contrepartie d'un travail ,il est necessaire d'évoquer l'importance de ce projet ;car face à la situation économique et sociale du pays un projet qui fixe et mobilise en même temps un tel nombre de menages en arrachant à l'étau ~~eurel~~ cruel de la faim,de la paresse et de mentalité d'assité potentielle-doit servir de projet étalon. Même le principe fut appliqué dans le cadre du développement des 100 hectares du cassier pilote,de la plaine de boghé. Les vivres ont dans un premier temps,servir à indemniser les paysans ayant perdu leurs champs à causse de l'amenagement,et dans un second temps ,elle ont été distribuées en compensation du travail l'amenagement fait par les paysans . En fait le PAM ne vise pas seulement l'autosuffisance alimentaire,il s'interesse à des activités necessaires à la base de tout développement, a savoir, la fixation des populations rurales dans leur terroir, les problémes nutritionnels trés importants pour la suivre et la productivité intellectuelle et physique. En effet un peuple mal nourri ne peut produire qu'avec peine ce qui est necessaire pour sa propre survie Dans le même ordre d'idée le PAM a depuis les années 1960,avant la grande secheresse des années 1970, a insere un projet de cantines scolaires qui est actuellement a sa cinquieme phase En ce moment le gouvernement avait mis l'accent sur le developpement de l'infrastructure économique,sociale et administrative. Une plus grande partie de cette infrastructure comprennait la mise.

En place d'un systéme d'enseignement moderne concernant les besions de developpement du pays c'est dans ce constexte que s'inscrit ce premier et plus anciens projet du PAM en Mauritanie . Ce projet permis à des enfants des familles les plus necessiteuses d'accéder à l'enseignement secondaire et technique en logeant et nourrissant dans les internats des centres scolaires Il a contribué à fixer en outre les enfants dans les zones de production ,mais cette fois dans des écoles de brousse. En effet l'aide du PAM a permis à l'etat de réaliser des économies qui ont eu à l'époque d'importantes affectations. Ces ressources bugétaires ont été utilisées pour les constructions scolaires,au fonctionnement des établissements scolaires et à la formation des maîtres - Ainsi il me semble desormais exact de dire que l'aide alimentaire peut être un outil efficiace du developpement,mais cette efficacité en grande partie depend des objectifs et de la volonté de l'entité qui reçoit cette aide. L'aide à elle seule ne peut être suffisante,il faut qu'elle soit à son tour associée a d'autres formes d'assistance sinon,au moment où le PAM prenait en charge la restructuration des cantines scolaires,le gouvernement s'était contenté seulement de l'acte bien généreux, sans en contrepartie affecter,les ressources préabablement destinées aux internats,à d'autres formes de réalisatioos, nous n'en serions pas la. Mais heureusement qu'il y'avait en ce moment un certain nombre d'objectifs fixés par l'état et animé de cette volonté l'intervention été bien coordonnée.Donc toute aide quelque soit sa nature doit-être assistée...

au préalable d'un effort ,d'une volonté nationale.
Cet effort,cette volonté c'est la meilleure connaissance de chez soi de ses problémes,de ses besions de maniére à pouvoir bien coordonner une aide éventuelle . Cette connaissance du terrain pose un grand probléme tant pays donateurs qu'aux pays recèvoirs. de l'aide . A la plupart des pays fournisseurs incombe la trés lourde tâche qui consiste à étudier les réalisations économiques d'un grand nombre de pays en voie developpement,d'évaluer les besions de ces pays,et de déterminer leur capacité d'assurer le service de leur dette,il leurs appartient également de mesurer les avantages des projets proposés pour les divers pays et de fixer les priorités . Or seul un petit nombre de fournisseurs d'aide peut maintenir à leur siége ou dans le pays bénéficiaire un personnel suffisant pour assurer que leur aide soit utilisée de maniére efficace. Les conséquences qui découlent de cette situation ,c'est que les donateurs qui manquent du personnel indispensable à une action de grande envergure,peuvent concentrer leurs efforts sur un petit nombre de pays ou de projets,ce faisant,ils ils courent le risque de sembler faire du favoritisme ou l'arbitraire. Certains fournisseurs d'aide peuvent s'apercevoir qu'ils se font concurren ce ou que leurs efforts se contrecarrent mutuellement en raison de leur ignorance de l'aide accordée par ailleurs(1)

C'est donc évidement au gouvernement du pays bénéficiaire qu'il incomble en dernier ressort d'adapter cette aide aux objectis de developpement et aux besions dudit pays. Selon une opinon actuellement trés repandre,l'aide alimentaire en Afrique serait néfaste on semble.

(1) La coordination de l'aide aux pays en voie de developpement
David L. Gordon .Revue du fonds et de la banque"Finances et developpement"
vol III n° 2 Juin 1966.

Oublier en raisonnant ainsi que la stratégie fondamentale de developpement adoptée dans la majeure partie de ce continent fait trés peu de place à l'agriculture ,et on en impute à tort les mauvais resultats à l'aide alimentaire .

Or avant de s'en prendre à cette-ci dernière,il faudrait d'abord redresser ces politiques en faisant des priorités à l'utilisation des devises procurées par les transactions commerçiales. Allouer un minimum de capitaux au developpement de l'infrastructure : rurale et mettre sur pied des programmes cohérents. De recherche agricole(I):

Ceci confirme combien est necessaire un effort minimum national dans le but de rendre efficace les utilisations de l'aide exterieure.

(I) Alimentation et nutrition ,volume IO n° I 1984
(Revue semestrielle) John - W Mellor .

I . 2 . Le commissariat à la secuité alimentaire (C.S.A)

La forte dependance de la Mauritanie vis à vis de l'aide étrangére et les problémes liés à sa ventilation sur toute l'étendue du territoire national justificent la création d'une institution chargée de la gestion et du suivi de cette aide .

Mais avant d'indiquer les objectifs: conditions de sa création, il importe d'invoquer les objectifs du 4º plan relatifs en la ~~nature~~. matiere .

- Objectifs du 4º Plan (I)

La constitution du CSA rentre dans les mesures prises prises par le Gouvernement afin d'accroître l'effort de la Mauritanie dans le dommaine de la sécurisation alimentaire .

L'approvisoinnement des populations en vivres, la fourniture d'aide alimentaire aux necessiteux, la stabilisation des prix à la consommation, l'encouragement de la production nationale etc... actions qui ont caractérisé l'activité du CSA, ont permis la sécurisation du pays qui en, conséquence, n'a pas connu les catastrophes qui ont frappé durement d'autres pays africains frappé par la secheresse (I):

La décision de rassembler les activités d'aide d'urgence distribution garantie et la commercialisation dans une seule institution à permis l'harmonisation de toutes les actions menées par le Gouvernement dans le cadre de l'approvisionnement en vivres et leur distribution . Aprés cet apercu les objectifs du 4º plan en matiére de securite alimentaire, CSA (I.2.I. des attributions (I.2.2.), son financement etc... nous verrons dans ce qui suit, la création du

I.2.I. Création du CSA (2)

Le CSA a été crée par décret nº 9082 du 22 septembre I982 ce decret a eu trois effets :

a) Il a permis d'abroger les décrets 75 265 du I2 Aout I975 et nº 79 I58 du 3 Juillet I979 le premier decret créait l'office Mauritanienne de créales (OMC) second portait création du commissariat à l'aide alimentaire (CSA)

b) Ensuite ce decret a permis de ~~fusionner~~ intégrer le CSA au CAA.

c) Enfin il confere l'ensemble des patrimoines du CAA et de l'OMC au CSA, tout en supprimant

(I) Stratégie sectouelle (I985 _ I988 (CSA)

(2) Memoire stage sur CSA maîtrise de Sciences économiques Dakar I984 - I985,

KALIDOU TRAORE

Definitivement l'OMC - le décret n° 9082 organise dés lois, le CSA - Il fixé ses attributions et ordonne ses structures autour d'un commissaire à la sécurité alimentaire adjoint qui le remplace en cas d'absence, Ou d'empêchement. Le rôle du CSA dans le cadre de notre étude est trés important, car c'est l'organiste qui est chargé de la gestion de l'aide alimentaire.

1.2.2. Attribution du CSA:

Le CSA doit élabouer et réaliser ce concert avec le comité national de sécurité alimentaire une politique alimentaire nationale(PAN). Cette derniére doit permettre la couverture des besions du pays en matiére du céréales de base sorgho, maïs, blé, etc)

Le PAN est centrée autour des éxcédents céréalins nationaux et déficits alimentaires du pays - Ces deux axes (déficits, excédents) permettent de comprendre les moyens à mettre en oeuvre peu le CSA pour atteindre son objectif en cas de déficit alimentaire constaté aprés évaluation, le CSA doit recherecher les quantités de céréales nécessaires à la couverutre des besions alimentaires qui peuvent prendre la forme d'une aide alimentaire. En cas de d'excédents agricoles le CSA doit collecter ~~et garantis au producteurs.~~ le surplus dans des zones de prix rémunératures et garantis au producteur.

Dans tous les cas le CSA doit encourager la production nationale céréalisére maintenir un prix raisonnable des céréales de base au consommateur, tout en évitant la haute illicité la distribution de l'aide alimentaire, gérer les stoks de sécurité, de stabilisation et d'urgence.

Dans ce cadre, le CSA doit assurer le transport de l'aide alimentaire aux populations bénéficiaires en

même temps qu'il en contrôle la distribution enfin le CSA devra gerer et assurer la maintenance des moyens de stokage et de transport .

I.2.3. Financement:

Le financement est essentiellement externe - le CSA ne vit que de don .

Ces dons peuvent être en espéce mais la plupart du temps ils sont octroyés en nature ils concernent la logistique,le materiel de transports,les infrastructures de stokage et d'entretien etc... dans tous les cas le financement à long terme est essentiellement externe. A la limite la tâche de la direction financiére est simplifiée parceque elle n'a pas defini une politique d'endettement quelconques. Ce financement externe est pris en charge pour l'essentiel ,par les pays ou organismes donateurs .

La gestion à coût terme est fondée sur une activité principale à savoir : la vente de céréales qui proviennent elles mêmes de dons :
Les recettes du CSA sont issues de la vente des céréales et elles sont gerées conjointement avec le PAM et l'USAID.

Quant aux charges le CSA en couvre une partie ce sont les charges liées à la location de son siége,au paiement du personnel etc...

La campagne d'achat du paddy déficitaire,la plupart du temps . Cependant la perte est couverte par les fonds de contrepartie,que vous verrons plus loin co-gerées avec le programme de la securité alimentaire de la RFA en Mauritanie et qui sont génerés par les vivres fournis par la RFA dans le cadre de la stabilisation des prix
- quant aux charges liées au transport de financement .

est assuré par l'UNDRO (bureau du coordinateur des nations Unies pour les secours aux catastrophes naturelles), par le CARE et enfin par une subvention de 50% par le PAM.

- Les charges liés à la location sont financés par le PAM et l'USAID - En somme, les fonds de roulement donc la trésorerie du CSA sont alimentés par les fonds de contre-partie. En outre on peut penser que certaines dépenses du CSA résultants de certaines charges deveinnent négligeables voire même inexecitantes du fait de leur ~~pembrousse-~~ remboursement par les donateurs a cet effet le CSA établit le financement

_ Le préfinancement:

C'est une situation établie par la cellule chargée du suivi des projets de stabilisation des prix, de stocks de securité etc...

C'est un ~~rapport~~ rapport trimestriel fourni aux donateurs et aux organismes de financement du transports le préfinancement doit permetre le remboursement au CSA de certaines factures. Le remboursement est rendu possible par la disponibilité de recettes génerees par la vente des céréales

Les éléments de préfinancement sont les suivants :

- Les factures de garage
- location des magasins à l'interieur du pays
- Les factures de transport.

I.2.4. Les goulots ~~d'étra~~ étranglements (I)

Les contraintes que rencontre le CSA dans le cadre de la réalisation de sa mission peuvent être regroupées en trois catégoires :

- Les contraintes techniques : Elles concernent essentiellement les besions techniques d'ordre infrastructurel et logistiques. La caracteristique principale à noter est l'insuffisance du materiel(roulant de stockage etc ...)et des infrastructures routiéres, dechangement de stockage la disposition des centres et les stages de formation du personnel sont autant de problémes que celui du materiel

(I) ~~stratégie sectorielle~~ 1985 - 1988 (CSA).

et des infrastructures,probléme qui entravent l'activité du C.S.A.

- Les contraintes financiéres

Ces contraintes relevént de l'administration du ~~tersoir~~ trésor Mauritanien par lequel transite la plus part de recettes du C.S.A. La longueur des processus qui lui sont accordées ralanti la liquidation des engagements et la mise à disposition des recettes .Cette situation engendre des difficultés entre le C.S.A. et ses partenaires l'assoupliss ment de ces procédures est souhaitable en ce sens qu'il permetterait au C.S.A. de faire des economies et d'accroitre la capacité de négociation .Les autres contraintes dans ce domaine sont celles liées au coûts du travail et celui du transport .

- Les contraintes d'ordre général:

Elles concernent le probléme de coordination des donateurs et la ~~perefence~~ préférence aux programmes pluriannels une amélioration dans ce domaine permettrait au C.S.A. de remplir sa tache plus efficacement .

* La baisse constatée des aliments de complement par rapport aux quantités demandées à la communauté internationale pose un probléme que le C.S.A. n'a pas pu ressoudre (manque de proteine).

* La baisse des importations engendrée par la situation économique du pays et son endettement empêche le C.S.A. d'accomplir correctement sa fonction d'organisme d'approvisionnement du marché interieur en ce qui concerne les achats à l'étranger .

1.2.5 - L'aide alimentaire:

Quantités de céreales reçues de 82 - 85(en tonnes):

Année	1981	1982	1983	1984	1985
Qtés reçues	56249,1	24076	48512,2	96053,3	112566,6

source : Commissariat à la sécuirité alimentaire(service de la commercialisation)

1.2.5.1 Reception de l'aide alimentaire:

Elle est assurée depuis 1981(Mars) par le bureau de transit et de manitention (B.T.M.) du C.S.A. pour les vivres qui transitent par Nouakchott (Bateau, Avion , route)- La stratégie actuelle du C.S.A est d'étendre son action sur les autres agences du pays .(Rosso et Nouadhibou)car selon l'analyse des coûts de gestion du B.T.M.,le C.S.A. est en mesure d'exécuter,avec bien sûr ,tout l'équipement necessaire (grues,tracteurs-remorques hysters ,basculs automatique etc...)Ces opérations à un coût moindre que celui offert par les sociétes privées .
Du point de vie economique ,l'acquisition de cet équipement va se traduire par une réduction de frais de transite , surstérie et par la dimunition des pertes de déchargement .

Actuellement ,le C.S.A. repartit ses arrivages entre trois agences : celle de Nouakchott(75% des arrivages) de Rosso(20%) et Nouadhibou(5%).Le C.S.A. envisage que ce plan de livraision soit respecté en ce sens qu'il correspond à la logique des transports plus économique. Mais à moyen terme cette situation avec la réalisation du port en eau profonde de Nouakchott et de certains axes routiers en cours de financement ,pourra se modifier c'est le cas par exemple de l'agence de Rosso .

1.2.5.2. Transport de l'aide alimentaire:

Avant de parler du transport de l'aide alimentaire il importe de faire un aperoue sur des infrastructrues de stokages du C.S.A. .

Hormis les trois agences précités plus haut le C.S.A. posséde 64 centres centre de distribution sur toute l'etendue du térritoire .
La stratégie actuelle du C.S.A. vise à améliorer la qualité de cette infrastructure qui jusque là est parsemée de structures traditionnelles de stokage.Ces structures engendrent beaucoup de frais pour le C.S.A. aussi bien que des pertes en nature (Les magasins sont de quantités reduites ,d'où il faut louer plusieurs magasins qui sont parfois éloignés les uns des autres dans ces conditions le contrôle et le suivi des stoks deviennent difficiles).L'amélioration de ces centres repondra à deux problemes trés importants à savoir celui des avaries que redoutent les donnateurs et celui de la sécuirité alimentaire qui constitue le fondement même de l'activité du C.S.A. En outre ces infrastructures par les objectifs qui leurs sont assignées peuvent constituer un frein psychologique aux déplacements des populations .C'est dans ce même ordre d'idée que nous allons parler d'un service trés important : le transport ; c'est un volet essentiel en matiére de sécuirité alimentaire car c'est l'opération qui permet en dernier lieu, de rendre les vivres disponibles aux consommateurs .Donc c'est une conditions nécessaire pour garantir l'approvisionnement des population .actuellement le principal probléme se pose au niveau du transport secondaire ,c'est à dire le transport à l'interieur du pays même ,cela pour des raisoins diverses :

- Le c.s.a. lui même ne peut pas assurer en permanence le transport de l'aide qui lui est fournie ,sauf dans le cas de situation d'urgence ou pour faire face à la concurrence des transporteurs privés,parce qu'il n'a pas des moyens suffisants
- l'enclavement de certaines localités qui sont persque inaccessiblés durant toute l'année .
- Des raisons économiques : les transporteurs privés en Janvier-Février 85 avaient refusé les contrats de transport systématiquement pour appuyer aprés le Gouvernement la révision des tarifs de transports .etc... Ces problémes de transport mérite une attention particuliere et des mesures sérieuses doivent être prises afin de le rendre efficace .

La mauvaise qualité des pistes et routes est un facteur que les autorités centrales et le C.S.A. doivent prendre en considération ,pour essayer de depassé certaines contraintes dans ce domaine. En effet ce facteur met en jeu le dégre de sécuirité alimentaire du pays l'importance de l'aide alimentaire ,son incidence économique (salaires,revenues distribués aux transporteurs privés qui assurent 90% du transport de l'aide vers l'interieur etc...) et son effet sur le degré de sécuirité alimentaire du pays portent le C.S.A. à améliorer ce secteur avec l'appui de L'UNDRO , le care etc... Il serait donc juste de dire que l'aide alimentaire à travers les activités qu'elle suscite (transport ,stokage,reception accroissement de l'activité du Warf,main-d'eouvre employée etc...)contibue au développement du pays .

2° Partie : Experiences et problématique nouvelles de l'utilisation de l'aide alimentaire au service du developpement régional en Mauritanie

Avant de faire la présentation de types de l'utilisation de l'aide alimentaire dans des activités,de développement ,il importe d'attirer l'attention sur la situation et l'effectif de main-d'eouvre en millieu rural.

En effet, l'utilisation de la main-d'eouvre sous-employée en vue du développement constitue l'un des vastes champs d'action qui s'offre à la planification économique et agricole dans les régions sous développées .

Dans les ville comme dans les campagnes on pourrait entre prendre de nombreuse travaux de developpement exiigeant une utilisation intensive de main-s'eouvre et de produit alimentaire,mais rélativement peu de capitaux étrangers (par exemple la construction de logements simple dans les villes ...)Les régions rurales offrent de larges possibilités de constituer du capital,grace aux travaux occupant une main-d'eouvre nombreuse .La plantation d'arbres le défichement ,la consevation du sol ,l'aménagement et la construction de digues et diguettes l'établissement de canaux d'irrigation et de drainage ,refection de pistes rurales etc... voila autant d'exemple d'activités productives dont il y a un besion urgent dans la plupart des régions .

Il va s'en dire que ces projets devront être envisages dans le cadre d'un programme national de développement économique et sociale .(1)

dans cette partie divisée en trois sous-parties nous verons les fonds de contreparties, son origime et sa définition et ses utilisations (2-1),ensuite la cellule vivre contre travail ,sa présentation ,ses objectifs ses réalisations etc...(2.2) et enfin l'impact de l'aide alimentaire sur le développement régional(2.3)

---

(1) L'aide alimentaire au service du du developpement F.A.O 1985,(collection F.A.O. Développement) n° 34 par Gerda Blau ,Modera Ezekiel ,E.R.sen

2.1. Les fonds de contrepartie:

2.1.1. Origine et définition:

Née aux Etats- Unies d'Amerique ,la technique des fonds des contrepartie consiste à couvrir un compte special au nom du pays ou de l'organisme donnateur dans lequel sera versé le produit de la vente en monaie locale ,des denrées en voyés à titre d'aide alimentaire .

Des clausses dites de contrepartie précisent la destination de ces fonds de contrepartie dans les accords bilateraux des USA et multilateraux de la CEE. Aux usa la technique des fonds de contrepartie à été systématisée par la définition d'un programme pour le développement agricole s'insérant dans la loi publique (Public-Law " qui autorise l'aide en particulier un article (115 b)du 3 avril 1948 de la loi de l'aide à l'étranger souligne : ces fonds seront versés ou utilisés à l'interieur dudit pays à toutes les fins qui pourraient être décidées par accord entre ledit pays et le Gouvernement des USA.

Quant à la CEE les fonds de contrepartie doivent assurer le financement de projets de développement sous le contrôle de la commission .

Enfin en Mauritanie trois projets (PAM,USAID ,RFA) sont dotés de fonds de contrepartie. Ces fonds doivent servir à couvrir les depenses occassionées par la gestion des céreales d'abord ,et ensuite être affectes aux projets de developpement rural. (1)

Cette stratégie vise donc à la stabilisation des prix à la consommation et se réprésente sur les marchés priviés ou le C.S.A. empêche toute forme de spéculation commerciale à travers la concurrence . En outre cette stratégie permet de satisfaire l'approvisionnement continu du marché en vue de satisfaire la demande des consommateurs avec l'offre de céreales à un prix fixe dans tout le pays (exeception faite pour Nouakchott ou les céreales sont vendues à un prix éleve de 1 Um par /Kg et pour toute l'année l'objectif stratégique du C.S.A. correspond donc parfaitement aux critéres fondémentaux de la sécurité alimentaire : à savoir le maintien du potentiel humain capable d'exploiter les ressources productives disponibles l'amélioration du sytème productif en place qui compte evidement la diminition de la dépendance alimentaire du pays .Au 31 décembre 1984 le reliquat pour les trois projets (USAID , PAM ,RFA)était arrêté à 376 247 628 Um .

---

(1) Memoire stage sur C.S.A. 84-85 Maîtrise sciences économiques (par KALIDOU TRAORE)

(2) stratégie sectorielle 1985 - 1988 C.S.A.

En definitive il s'agit d'integrer les fonds de (K): contrepartie de l'aide alimentaire dans la stratégie du développement agricole car, comme la précise un rapport recent du C.I.L.S.S. : si l'aide peut revetir un caractére récurrent l'interêt de tous ... est que les ressources générées par l'aide constituent le lévier de la regression de la dependance dans ce cadre ,il appartiendra à l'Etat d'établir un canevas précis d'utilisation de ces fonds de contrepartie en matieére de developpement rural .

2.I.2. Utilisation des fonds de contrepartie:

Issus de la vente des céréales les fonds de contrepartie ne sont rien d'autre qu'une monérarisation de l'aide alimentaire .

La gestion des recettes venant de la vente de l'aide alimentaire à travers les fonds de contrepartie represente pour le CSA la meilleure formule organisationnelle.

La stratégie que vise le CSA à la lumiére de cette experience est de généraliser d'une maniére progressive à tous les dons destinés à la stabilisation des prix.

Ainsi à titre d'indication les domaines d'investissement préferentiels dans lesquels le CSA envisage l'utilisation des fonds de contreparties et dont la prorioté devait être établie conjointement par le CSA,les donateurs,le Minstre du plan sont les suivants

a) Financement necessaires au CSA:
- Amélioration des infrastructures de stokage,de transformation industrielle et de fonctionnement du CSA: Dotation du matériel et de l' équipement necessaires à
- Préfinancement des campagnes d'achats executés par le CSA

- b) Financements destinés aux projets de securité alimentaire

Ce sont des utilisations trés interssantes et correspondant à des objectifs types de programme de developpement régional. Au point de vue operationnel cette gamme de possibilités d'affectation des fonds de contrepartie n'est pas définitive elle doit faire l'objet d'une discution avec le Ministére du plan pur determiner l'ordre de priorité que la Mauritanie accordera aux projets mentionnés .

Les objectifs d'affectations fixes sont:

- La réalisation et l'amelioration des pistes destinées au désenclavement des populations à l'ecoulement de la production et au transport de l'aide alimentaire.
- Réalisations de structures de production agricole (petits perimétres irrigués) à la demande des communautés interessées.

- Réalisation des puits et des forages destinés à l'alimentation en eau des populations, du betail ou à l'irrigation des jardins ou petits perimétres. Fourniture des équipements necessaires au puisage de l'eau repondant aux conditions d'emploi en Mauritanie et aux champs de fonctionnement et maintenance limitées. Soutien aux initiations locales des groupements [illegible] pré ou cooperatifs visant le stokage villageois et la transformation des produits.

- Financement de la refection et de l'entretien des diguettes et barrages destinés à l'agriculture de decrue et l'abrenvage du betail (sous forme d'apport monétaire ou vivres contre travail)

- Financement des activités de recherches liées à l'augmentation de la production aminale à travers l'application des méthodes plus évoluées visant l'integration de la zootechnique à l'agriculture.

- Financement des projets villageois de reboissement visant l'exploitation du lois (chauffe et construction)

- Financement des petits projets de peche artisanales fluviale et maritime) visant l'approvionnement du marché interieur.

- Soutien aux initiatives commerciales privees visant la distribution de produits alimentaires à l'interieur du pays (petits entreprises de transports de poisson et viande par evemple)

- Soutien à la production du mil, du sorgho, du maïs et du paddy commercialisés par le CSA a travers la concession d'eventelles primes aux producteurs.

Ces projets ou affectations potentielles des fonds de contrepartie sont dans leur ensemble necessaires pour susciter le developpement régional. Ils repondent aux vraies contraintes qui entravent le developpement de notre milieu.

.../...

rural à savoir le probléme de l'eau ,de l'immigration urbaine qui est un phénomene incompatible avec le developpement régional ,de l'enclavement ,de l'envrionnement etc... En effet le probléme des zones enclavées mérite une attention pzrticuliére,car il a des reprecussions facheuses sur les flux inter - réginaux et sur le degré de sécurité alimentaire du pays c'est le cas par exemple de certaines villages dans la région du Tageant (Kahmet ,Daber , Akueiker etc...) pendant l'hervenage) et dans le gorgol où la majeure partie est enclave pendant la même saison avec cette forme d'allocation des fonds de contrepartie le probléme du sous emploi peut-être ameloré parceque certains projets comme la refection des pistes demandent une intensité de main-d'eouvre Cet accroissement du nombre de travailleurs et celui des équipements envisagé dans les objectifs d'affectation des fonds de contrepartie ,sont engendrer une amélioration de la production et à plus ou moins long terme,dimunier la dépendance du pays vis à vis de l'étranger .

c) Exemples des réalisations des fonds de contrepartie:

Origine	Utilisations	montant U M
	Préfinancement compagnes d'achat céréales traditionnelles 81/82	43 700 000
USAID	projet developpement rural intégre dans le Guidimaka	24 000 000
	projet routes rurales	99 662 200
	Renforcement des infrastructures du CSA	35 496 927
	Projet hydrauliques	90 000 000
	Renforcement infrastructures CSA	17 049 146
R.F.A	Préfinancement campagne d'achat 1979/1980(Paddy)	2 000 000
P.SA.	Préfinancement c ampagne d'achat paddy 1981/82	13 000 000
	Préfinancement campagne d'achat paddy 1982/83	45 671 700
	Préfinancement campagne d'achat paddy 1983/84	46 000 348
Source	stratégie sectorielle 85 - 88	

P.S.A. : politique de securité alimentaire :

.../...

2.2 La cellule " vivre contre travail " (VCT (1)

La création de la cellule VCT vient répondre aux objectifs que le ~~programme~~ gouvernement mauritanienne s'est desormais fixé à savoir :

- l'autosuffisance alimentaire
- amélioration du niveau de vie des populations rurales limiter l'exode rural. est surtout pour enrayer le danger que represente la dépendante alimentaire du pays et la mentalité d'assister que l'aide alimentaire à tendance à créer chez les populations.

C'est ainsi que le programme à décidé de mettre en application une strategie d'attribution de l'aide alimentaire, comme sous le vocable de "vivres" contre travail (Food for wok)

2.2.1 Presentations

l'option vivres contre travail est désormais l'orientation de la politique générale en matiére d'aide aux populations choisie par le c.M.S.N. et donc le C.S.A. pour se substituer, selon la mesure du possible, à l'aide alimentaire gratuite sont il n'est guére besion de rappeler les effets pervers.

A ce sujet le CSA à consitutué en mai dernier un groupe de reflexion composé par lui meme la FAO le PAM et une representation de donateur, le role de ce groupe était de définir :

Les stuctures et moyen à mettre en oeuvre pour l'identification et le suivi des projets VCT

La méthodologie d'exécution des projet VCT

les secteurs d'intervention prioritaires

c'est à la suite destravaux de ce groupe de reflesion et conformément aux recomandations du c.M.S.N. hors de sa réunion pléniére du mois de mai 1985 que la cellule s'est crée au sein de CSA.

Cettr cellule est composée de deux cadres mauritaniennes recruté s sur concours p par le CSA et de deux experts designés par les donateurs;

Elle à été officiellement crée le 1 aout 1985, hors de la signature du protocole d'accord entre le CSA, le P.N.U.D. et l'uSAID portant sur le financement de la cellule pour une période préparatoire de 3 mois en documents de la cellule vivres contre travail (F.FW)

attendant la mise en place du financement à long terme (o): Ce financement d'un montant de 2 305 000 Un sert à couvrir les frais d'équipement,de fonctionnement et de salaires des deux experts . Le CSA, de son côte, a pris en charge le local et les deux cadres Mauritaneins .

2.2.2. Objectifs et moyens d'action :

Dorénavant ,le CSA concentera tous ses efforts ,à travers la cellule "vivres contre travail" pour venir en aide à touteq les collectivités qui manisfesteront la volonté d'effectuer des travaux ,productifs dans leur propre interêt et portant ,dans l'interêt des pays. En effet,les objectifs visés par cette politique de vivres contre travail" sont d'une part l'augmentation de la capacité de production des populations concernées ,ce qui a pour effet la dimunition de la dépendance alimentaire du pays , d'autre part la création d'emplois productifs dans le secteur rural pour mettre un terme à l'exode massif des populations . La cellule doit en outre aligner dans ses objectifs des contraintes qui peuvent avoir des conséquences directes sur la réalisation des objectifs précités (amélioration des pistes rurales ,pour faciliter par exemple l'écoulement des produits ,recensement des problémes, obstacles et besions des populations concernées pour que les efforts consertis ne soient dispersés etc...

L'intervention de la cellule dans un projet se situera à deux niveaux :

1) Une aide en vivres destinée à stimuler les travailleurs

(2) Une aide en materiel permettant d'ameliorer le rendement et la productivité des projet s .

L'apport financer necessaire à la réalisation des projets "VCT provient des fonds de contrepartie.

Mais il me parait necessaire de parler en passant du processus d'acheminement des vivres et du matériel destinés aux projets VCT.

Pour ce qui est de vivres alloués dans le cadre du programme "VCT",leur acheminement s'effectue par le processus habituel du CSA. C'est à dire que lorqu'un

.../...

Que si un projet est encadre par la cellule"V.C.T." un massage pourrait être envoyé de Nouakchott au magasinier du C.S.A. de la localité la plus proche. La collectivité n'aurait qu'à se présenter au magasin avec un bon de prélevement dans lequel est indiqué la quantité de céréale beurre et lait.Ce bon pourrait être émis par un des agents de la cellule et contre signe par le DAU ou par le commissaire .

- En ce qui concerne l'acheminement du materiel,deux situations se presentent en nous et celle-ci resultent du fait que :

- Le materiel est de preference achété dans les régigions .

les conséquences que l'on peut tirer de ce fait,c'est la distribution de revenu qu'engendre l'achat de certains produits fabiqués localement d'une maniére artisanale (houes traditionnelles ,pioches ,pelles etc...)et donc la stimalation de production rurale.

Le transport de ce materiel est pris en charge par la cellule "V.C.T."de la capitale régionale au site du projet .

- Si le materiel n'est disponible qu'à Nouakchott, un processus de transport pourrait être envisagé entre le C.S.A.(la cellule V.C.T.),Carg l'AM,et L'USAID.

2.2.3. Methodoltgie d'intervention .

C'est à partir des anciennes requetes reçues par le C.S.A. et le PAM qu'une premiére etude a été effectuée et a servi de base à l'élaboration d'une méthodologie d'intervention .La cellule,pour remédier aux problémes posés par la forme variée et contenue peu exploitable des demandes parvenues dans le passé ,a dorsomais établi des formulaires de demande type contenant le maximum d'informations sur le projet et la collectivité interessée .Ce formulaire sera mis à la disposition des collectivités et des organismes dans les differnts départements et régions du pays (voir annexe 1).

C'est aprés acquisition des demandes par la cellule que le processus d'intervention,sera engagé.La méthodologie d'intervention consiste cependant . a faire en premier lieu ,l'analyse et l'étude préliminaires des demandes reçues: à l'issue desquelques projets peuvent être retenus et visites pour completer les informations Mentionnées dans la demande . A la lumiére de cette visite ,une étude plus détaillée portera sur les besions réels,sur la ration necessaire au travail envisage est réalisée par les agents de la cellule en collaboration ,si besion,avec les services techniques compétents.une seconde visite est programmée sur le terrain aprés approbation du comité du C.S.A. et des donnateurs pour l'intervention "V.C.T.) Celle-ci a pour but la remise du materiel necessaire aux travaux ,la distribution de la premiére tranche

---

DAU : Diredtion de l'aide d'urgence

V.C.T.: Vivres contre travail :

De vivres et l'établissement de modalités d'execution des travaux. C'est par la suite que seront instituées les ;modalités de distribution de vivres aux projets . Ces modalités procédent de deux facons selon la durée de l'intervention :

-pour projets n'excedant pas trois mois d'intervention ,la seconde tranche de vivres sera distribuée à la fin de des travaux ,par une mission qui aura ,en même temps ; comme rôle de constater si les travaux ont été éxécutés conformément à l'engagement pris par la collectivité .(voir formulaire d'engagement annexe 4)

- Alors que si le projet excéde trois mois ,les tranches de vivres seront distribuées réguliérement tous les deux mois jus'qu'à la fin des travaux .C'est un rapport de fin de projet qui viendra couronnerette activité.

C'est dans ce sens que la cellule,pour que ses intervention scient menées à bou terme,trouva necessaiere de collaborer étroitement avec les services techniques des differents Minstéres .En effet,avant d'entamer toute intervention il est indispensable que les études techniques préliminaires soient sérieusement approfondies et étoffées d'informations technique sérieuses.

L'intêret de cette collaboration c'est d'éviter certaines erreurs qui pourront par la suite ce relever fatales .(exemple constructions de barrages etc...)

2.2.4. Réalisations :projets textes.

Créee au1er Aut 1985, la cellule V.C.T. a déjà effectuer une mission de sensibilisation et d'information composée de deux equices:

Cette c'est rendu dans la régions de TRARZA,du BRAKNA, L'ASSABA, du TEGANT ,HODH-ELGARBI ,du HOHD EL CHARGHI,

A l'issue de cette mission des projest furent selectionnés pour servir de projets textes ,ils sont au nombre de quinze .

Ces projets sont de trois types:

Maraîchage

+ Aménagement et assainissement

* Artisanat et promotion féminine

Les critéres retenus pour l'identitfication de ces projests sont :

- L'Etat d'avancement des travaux
- la détermination et le sérieux des collectivités
- L'urgence de l'intervention .

D'autres critéres existent mais interviennent dans une phase posterieure , c'est à dire lord de la déclaration des projets identifiés par la cellule au comité de réflextion. Les critéres qui entrent en ligne de compte dans cette phase sont :

- L'appartenance du projet au secteur rural.
- Développement économique et sociale de la communiauté consérnéée (création d'emplois ,augmentation de la production, amélioration protection du milieu naturel, santé éduction)
- Integration dans le développement régional .
- compatibilité avec des objectifs du plan d'assainissement national.
- faisabilité et compatibilité technique
- aissainissement des zones urbaines .

2.4.1. : Projet soumis au comité de réflextion:

Ils sont au nombre de 15(quinze) et localisés dans les six régions touchés par la mission de sensibilation et d'information ;

* Barkéol Lakhdar : extention de perimetre maraîcher et reboissement
* piste de SOUMA: construction de 12 Km de piste.
* collectivité de D'ehel Hadj : extention de perimetre agricole et reboissement
* Artisanat d'Aouin : appui à la production artisanale .
* Aouin source : construction d'une clôture en banco au tour d'un perimetre
* Tronçon arrivée à Tamkhatt: aménagement des douze derniers Km d'arrivée à Tamchkatt.
* Cooperative artisanale de Timbédera : appui à la production artisanale .
* Ecole de Boumeid : reconstruction
* Perimetre d'Ain Salama : Extention du perimetre de reboissement.
* Aleg : appui au centre de promotion féminine .
* Rosso : aissainissement de la ville .
* Tegmaten : équippement de forage, extention de perimetre et reboissement .
* Aghchorguitt : extention du perimetre et reboissement .
* P.K.111 : extention du perimetre maraîcher et reboissement .
* Ajouer : extention du perimetre maraîcher et reboissement (voir annexe 5 pour le coût et la ration totale pour les quinze projets ainsi que le nombre des travailleurs).

Note : il a été prévu ,chaque fois que c'est possible d'intégrer un volet reboissement et arboriculture dans chaque projet.

2) Projets choisis par le comité de reflexion :

Les projets sont choisis aprés approbation du comité de reflexion ,en fonction des critéres avancés au préalable. Actuellement seuls 6 projets ont démarrés, ils ont été choisis selon deux éléments.

a) La proximité du projet à la route de l'espoir pour faciliter le suivi
- Domaine d'intervention(Agriculture,route,artisanat).

Régions	Trarza (I)Pjt	Tagant (I)pjt	Assaba (I)pjt	Hodh el-Gharbi 2)Projets)	Hodh El-Charghi (I)projet
Domaine d'intervention	perimetre irrigué à Ajouer Dépt de Boutilimit	contruction de I2 Kn de piste soumas	barrage à Guerrou	7 km d'accés à la ville de Tamchakett tronçon Tamchkett-Kiffa	Artisanat à Timbédra

. Ces 6 propets emploient actuellement environ 684 personnes en effet la cellule ou plutôt le comité de reflexion lors du choix des projets teint compte du facteur humai n c'est à dire le nombre de personnes engagées dans le projet.

Les quantités de vivres necessaires sont estimées à :

* 235,4 T de céréales
+ 14,163 T de beurre
* 14,163 T de lait.

Les besions matériels d'un montant de 1.194 950 Um ont été financés par le CARE grace à la somme $ (1 million de dollars)remise à cette ONG par le concert"USA for Africa"pour la Mauritanie. Les 8,5% de cette somme(8500 /$/) sont accordés à la cellule VCT pour l'achat de materiel généralement les rapports entre ONG et la cellule se limitent à la coordination des besions en vivres de leurs projets

- Exemples d'ONG en rapport avec la cellule VCT. CARE que se charge par exemple du transport du matériel destiné aux projets, financement d'achat du matériel, etc --- etc fédération lenthreienne Mondiale : qui posséde un projet VCT(ceinture verte de Nouakchott) 2/3 en vivres et 1/3 en espece), les vivres sont mis à la disposition du projet par la cellule (CSA.)

D'autres projets (Barkéol) Foun Gleïta fonctionner avec le même principe sous la direction d'une ONG ou d'une société nationale comme la sonader .Le rôle de la cellule c'est de coordonner les besions des vivres de ses organismes .D'ailleure un projet est actuellement à l'étude (projet a objectif multiple PCM)il est execute en commune avec le PAM et a pour but de definir dorsomais les besions annuelles en vivres tous les projets en Mauritanie et leur coordinations (1):

3) Obstacles à réalisation des projets :

Les principaux obstacles qui s'opposent à la réalisation des projets V.C.T. pour l'instant sont de trois types :

- Encadrement : il arrivé que les collectivités s'engagent a effectuer un projet donc la nature est differentes des vocations orignales des populations concernées . C'est l'exemple du perimietre irrigué d'Ajouer ou les populations ont eu des problémes de reconvertion c'est à dire le passage de leur vocation principale qui a était l'élévage (monadisme) à l'agriculture. Cette situation necessité l'assistance permanante de techniciens dont le nombre fait defaut dans le département (Boutilimitt).

- Coordination entre autorités administratives régionales et C.S.A:

La région devant executer un programme qui lui est imparti chaque annee ne peut être toujours disponible pour effectuer les travaux du C.S.A nécessitant leur intervention .(le C.S.A. utilise le gros matériel de la région concernée: bennes Bulldozers ...).

- Le manque de moyens materiels : qui fait que la cellule est limitée dans ces interventions à certaines domaines où la faisabilité technique lui semble possible En somme,deux éléments sont reconnus comme compatibles avec le programme vivres contre travail. Il s'agit d'une part de son t incidence sur l'emploi et sur les activités créatrices de revenus. Par exemple Brundin H. signale que le programme V.C.T. mise en eouvre au Bengladesh a accrué le nombre de jours par/hommes de travail de 45 millions , fournie de l'emploi à 1,5 millions de personnes ,et absorbé 160 000 tonnes de céréales et selon BIDS et I FPRI ce programme a également une incidence positive sur le revu des pauvres . Au bengladesh ,par exemple,on n'a estime que le revenu net des menagés participants avaient augmenté de 10 à 11% sur une base annuelle et dans une bien plus grande proportion encore pendant la durée de l'execution de programmes vivres contre travail

---

BIDS : Bengladesh institue of Develepment studies

I FPRI : International food policy research instute

(1) cellule V.C.T.

D'autre part son incidence sur l'amélioration de réseaux routiers et des systémes de dranâinage en milieu rural est reconnu de tous. Cependant, pour que ces programmes contribuent plus éfficacement au developpement de l'infrastructure rurale il faut que les denrées arrivent au temps , que les prpojets reposent sur des techniques rationnelles et de bous apports locaux ect.....

2.3 Impact de l'aide alimentaire sur le developpement régional :

Avant d'étudier d'impact au plutot l'impact que peut avoir l'aide alimentaire sur le developpement régional l'importan de parler des objetifs que doit viser en programme de developpement régional.

Un programme de developpement régional visé à une meilleure utilisation de l'espace par la réorientation et la redistribution des activités qui y sont pratiquées, certaines pouvent etre intensifiées, d'autres supprimées ou déplacées a terme ou doit aboutir à une restructuration de l'expace et des activiées et des activités compte tenu, bien entendu, des contraintes imposées par le milieu naturel et humain qu'il est pourquoi toute action regionale doit, pour qu'elle aille à bon terme, tenir compte de la dynamique naturelle ~~à ben~~ des populations concernées. Elle doit les stimuler dans leurs propres initiatives tout en considérant leurs da caractéres soci-économiques.

Cependant il est évident que la programmation regionale ne peut se démarquer totalement de la programmation nationale ; pour l'unité même du pays il est indispensable que les orientationset les options prises au niveauqrégional qui nous amène à dire que le préalable de toute aillant dans le même sens que la politique nationale. Ce politique de developpement régional consiste en une intégration par le plan national des spécificités des différents systémes socio-économiques "traditionnels éléments qui composent l'ensemble de la nation (1). C'est dans le même esprit que le CSA, en accord avec le CMSN, prit la decision de créer une cellule qui aura pour but d'enrayer les effets néfastes de la distribution gratuite de l'aide alimentaire, et de stimuler les populations dans travaux productifs, afin de reduire la dépendance alimentaire du pays, de relever le niveau de vie des ruraux en leurs offrant des travaux ect.....

Cette nouvelles orientation de l'aide ne peut avoir qu'un (1) methodologi de la planification : developpement régional et sa problématique

---

étudier à travers l'expérience de tahoua (Niger

Impact sur le développement, car dersomais le travail sérieux (v) rentable économiquement et socialement, constitue un moyen d'accorder à cette aide pourtant necessaire pour la suivi . Sur le plan stratégique cette forme d'aide(distribution gratuite "FOOD WORK") represente l'alternative la plus valable entre les differnts formes de distribution .Ce type d'aide permet de mobiliser des populations, des collectivités des cooperatives, qui participent par leur travail et pour leur propre interêts, à la réalisation des projets de developpement en ouvrages approuvés par les autorités Gouvernementales et dont l'utilité et la rentabilité sont démontrées.Cette mobilisation se manifestent par le nombre important de demandes arrivee à la cellule "VCT"

2.3.1. Inventaire et repartition régionale des demandes d'intervention

Ces demandes dans leur ensemble concernent les domaines qui suivent :

- Perimétres agricoles
- Perimétres maraîchers
- Elevage
- Pêche , artisanat
- Barrage, refection des diguettes
- Refection des pistes rurales, et routes

Elles sont au nombre de 232, soit par région :

- Région ayant déjà reçu la mission de sensibilisation et d'information:

REGIONS	: NOMBRE DE PROJETS OU DE DEMANDES
Hodh Gharbi	: 53
Hodh Charbi	: 8
Assaba	: 33
Brakna	: 11
Trarza	: 65
Tagant	: 34

+ Régions qui n'ont pas encore été sensibilisées

REGIONS	: NOMBRE DE DEMANDES
Gorgol	: 7
Guidimaka	: 6
Adrar	: 3
Nouakchott	: 12
Les autres régions	: 0

Sources : La cellule "FOOD WORK"(vivres contre travail

Cet afflux massif des demandes témoigne la disponibilité et la volonté des populations rurales.En effet au niveau de la population aucun probléme ne se pose , sauf celui de l'encadrement et cela est dû au fait

Que certaines populations n' nt aucune experience dans certains domaines des bois ou peut dire que la stratégie vivres contre le travail pourra atteindre à long termes les resultats excomptés, à savoir :

- La participation concrète des populations au developpement du pays .
+ Création d'un certain nombre d'emplois à long terme et d'un nombre important d'emplois à court terme
+ Dimunition de l'exode rural en créant des activités locales et en améliorant l'hygiène et la santé rurale etc...

En effet, l'aide alimentaire peut, à long terme par l'intermédiaire de programmes vivres contre travail, avoir un impact sur le niveau de l'emploi en milieu rural comme en milieu urbain (plantation d'arbre, construction de logements simples, assainissement de la ville etc... Il souffit pour constater cet impact de jeter un cout d'oeil sur la liste des projets encadrés en utilisant la stratégie VCT(annex 2) et la liste prévisionnelle annuelle d'intervention de la cellule vivre contre travail (annexe 3).

L'aide alimentaire consistitue dans ce cas un frein à l'exode massif des populations . L'exode rural étant un phénomène incompatible avec le développement régional (I)

2.3. 2. Conséquences des bas prix des céréales vendues sur le developpement agricole

L'aide alimentaire a pour effet de créer un système de prix incoherant qui va à l'encontre du developpement de l'agriculture et que les forces qui vont dans le sens d'un maintien de cette situation son nettement plus importantes que la volonté pourtant affichée par le gouvernement de tendre vers l'auto suffissance alimentaire

Les aides et les importations commerciales ont une influence importante sur les prix à la consommation, mais contribuent à freiner l'évoulution de la production

D'où une croissance du revenue monétaire moyen du producteur ,qui est moins motive à produire pour commercialisé et à fortiori à l'investir .

Cette baisse de la motivation vaut aussi bien pour les cultures irriguées que pour les cultures pluviales .

L'absence de données précises sur la production agricole et la repartition des revenues dans la production rendent difficille une distribution équitable et efficace de l'aide

La disparité entre les prix du blés et du riz décourage les producteurs du pady .Les céréales locales (mil,sorgho) ne représentent qu'une faible part du marché des céréales et sont devenues dans les grandes villes un produit de luxe dont la demande est aussi reduite au moins en milieu urbain

---

(I) - Methodologie de la planification : Developpement régional et sa problématique etudié à travers l'experience de TAHOUA (NIGER) par J.M. FUNEL

(2°) - Etude d'une stratégie alimentaire financiée par le Ministre Francais de la coopération et du développement ,Novembre 1982,

La pratique d'une politique de bas prix de vente et la distribution gratuite de l'aide alimentaire ont permis au CAA de praticiper à la réalisation des plusieurs objectifs nationaux.

- L'aménagement du territoire :par le fait que l'aide dans les préfectures contribuent à ralentir l'exode rural : L'approvisionnement des campagnes permet aux ruraux de rester dans les zones qui actuellement ne leur fournissent pas suffisamment de production pour se nourrir. Dans le cadre de cette politique les prix pratiqués par le CSA sont moins élevés à l'interieur qu'à Nouakchott.

- La lutte contre l'inflation : Les prix du CAA(IO Kg par Kg) et l'importence des volumes traités par rapport à la consommation totale contribuent à maintenir les prix de toutes les céréales à un niveau relativement bas par rapport à ceux des autres productions les céréales representaient en I982, 65% de la ration calorique moyenne et envrion I5% des depenses alimentaires .

- Le maintien de l'ordre public: il est incontestable que ce n'est pas la vocation du CAA cependant ,toute distribution dans un quartier urbain ou dans une zone rurale fortement demunie est de nature à l'étoffer un vent de constestation qui pourrait dégenerer en trouble politique. La réalisation de cet objectif agit à contre courant de la volonté de reduire l'exode rural car elle consiste à favoriser les centres urbains (distributions ou ventes)non pas dans le but seulement nutritionnel mais également politique.(exémple 20% des céréales pour Nouakchott qui n'avait que IO% de la population à l'époque , I982)

- La reduction des disparités : Le Commissaire à l'aide alimentaire recevait periodiquement des rapports des prefets quil'informent sur les principaux problémes nutritionnels .Théoriquement il essaye d'adapter la repartition des distributions à ces demandes et participe ainsi à reduire les disparités géographies de revenus dans cette même ordre d'idées la pratique d'un prix inferieur dans le but de pallier à la difference de revenu entre les urbaines et les ruraux etait devenu la regle pour l'aide distribuer par le CAA.(I)

(I) Etude d'une stratégie alimentaire étude financée par le Minstére Français de la coopération et le développement I982.

La pousuite de ces objectifs nationaux à entrainé, depuis plus de IOans, sur l'économie nationale des effets pervers qu'il faut mettre en balance avec la prémiére finalité du CAA à savoir nourir les populations les plus défavorisées. Le plus important des effets pervers ent certainement de freiner le developpement de la production agricole. En effets les produits distribués ou vendus à bà prix rentrent directement en concurrence avec la production locale et comme ou l'a vu, l'aide en réduisant les prix à la productions, tend à placer les exploitants agricoles en dehors de l'economie le bas niveau des prix donner, aux populations l'habitude d'etre prises en charge pour l'etat.

Par ailleurs, l'aide qui est essentiellement constituée de dourée qu'il est difficile de produire sur le territoire national, change les habitudes alimentaires. Ainsi les urbains ne peuvent plus se passer de pain et s'habituent de plus en plus à remplacer dans leurs préparations culinaires le mil et le sorgho par le blé. Ce mouvement s'etend au fur et à mesure à l'ensemble du territoire. La pratique d'en prix du blé inferieur en dehors de Nouakchott y contribue, en réduisant les effets d'une tradition et de coutumes portant plus vivantes à l'exterieur de Nouakchott. Il faut noter que ces changements dans les habitudes alimentaires conduisent, à terme, le pays à rester importateur et réduisent d'autant les espoirs d'accroître le niveau d'autosuffisance alimentaire (1). En effet, l'impact de l'aide alimentaire sur l'agriculture se mesurait par le passé par ses repercussions sur le mécanisme des prix. T.W SWchutz (dans alimentation et nutrution) vol 10 n° 1, 1984) par exemple à soutenu que si les vivres fournis au titre de l'aide alimentaire etaient écoulés sur le marché libre , les prix tendraient à etre inferieurs à ce qu'ils auraient normalement du etre ce qui amenerai les agriculteurs à prpduire moins.

D'apres des études plus recentes, il semble qu'on ait exageré l'effet nefaste de l'aide alimentaire sur l'agriculture interieur. Ainsi Maxwell et Singer, qui ont passé en revue 21 études d'impact de l'aide alimentaire,

---

Etude d'une stratégie alimentaire : financié par le ministére français de la coperation et du developpement novembre 1982.

N'ont relevé que sept cas ou les effets négatifs sur les prix ou sur la production avaient été ~~xx~~ sensibles - ils en ont conclu que de tels effet "pouvaient et ~~x~~ étaient d'ailleurs évités par une judicieuse combinaison de mesures appropriées"

Les mesures doit il est question doivent remplir des conditions :

- D'abord des emplois doivent être crées pour les économiquement faibles, dont la ~~xxx~~ consommation alimentaire est fortement dependante du pouvoir d'achat.

Ensuite, il faut lier l'aide à d'autre forme d'assistance de façon à favoriser à long terme le developpement agricole.

~~Xxxxxx~~ Quoiqu'il en soit l'aide alimentaire peut directement servir à la cause de la croissance agricole. Par le biais de programmes vivres contre travail elle peut contribuer à couvrir un des besoins de developpement agricole les plus urgents de nombre de pays africains et Asiatique, à savoir les infrastructures rurales .

En effet , les programmes VCT sont reconnus pour leur impact sur le réseau de communication , la construction de route, mise en place de sytémes d'irrigation drïnage etc... or ces projets d'insfrastructure peuvent vraissembalablement faire davantage baisser les coûts de production que les prix payés aux producteurs vivriéres. Parallélement, l'incidence trés positive qu'ils ont sur l'organisation rurale ouvre la voie aux effets multiplicateurs de la croissance agricole sur les autres secteur pouvant ~~x~~ être sources d'emplois et de revenus (1) :

2.3.3. <u>Aide alimentaire et la définition d'une stratégie alimentaire:</u>

L'importance relative de l'aide internationale dans la couverture des besions du pays est telle qu'elle apparaît d'abord comme un facteur primordial dans la definition d'une stratégie alimentaire.

Une diminution , même progressive, des aides, mettrait le pays dans une situation qui la contraindrait à privilégier des mesures à court terme ; vraissembalablement une augmentation des importations commerçiales au prix accroissement de la dette d'une hausse dangeroux des prix interieurs .

---

(1) Alimentation et nutrition, vol 10 N° 1 , 1984, Revue semestrielle .

Inversement ou a constate ,non raison qui parallellement à d'incontentables effets bénéfiques une planification de l'aide (programmes pluviannuels)avait en l'absence de mesures adéquates , un effet dégressif sur la production agricole

Il est clair que,du point de vue strictement quantitatif c'est à dire financier la stabilisation l'institutionnalisation voire l'augmentation du volume des aides constituent pour le pays la stratégie la plus simple et la plus avantageuse.

Mais outre ces conséquences morales et sociales à moyen terme ;liées à un fléchissement de la production nationale . Une telle pseudo solution ne repond nullement à l'esprit de l'option fondamentale de dimunition du déficit qui est aussi celle d'une réduction de la dette envers l'étranger.

S' Il est vrai d'autre part ,que l'aide internationale vient depuis bien des années ,combler à peu près totalement le déficit céréalier estimé du pays l'existence de programme pluriannuels ont à l'aide une certaine continité ,et si bien des raisons peuvent faire expérer une poursuite de l'aide au cours des prochaines années ,elle ne peut jamais être considérée comme un acquis.

Les donateurs assortissant de plus leurs aides de céréales,conditions ,qui vont ,il est vrai dans le sens de l'interêt général du pays ,mais tendant aussi a juste titre à écarter le recours à la communauté internationale comme solution de facilité aussi le volume des aides alimentaires essentiellement céréales ,lait et beurre ne peut -il être considéré comme une variable dans la définition d'une stratégie alimentaire optimale : l'option fondamentale de réduction du déficit impliqué même un effort destiné à aboutir à terme à une réduction de ces aides.

De même les fonds de contrepartie provenant de la vente des aides par l'Etat ne constituent non plus au sens où il convient de l'entendre ici, une variable.

En somme, face à cette situation ,seule la stratégie vivres contre travail constitue la formule adéquate pour,

Pallier aux effets néfastes de l'aide alimentaire .Ces effets négatifs sont imputables à ces deux pratiques essentielles à savoir :l'aide gratuite et la vente à prix reduit dont ou a developpé les conséquences sur le deveolep pement de l'agriculture.Une supperession brusque et totale va entraîner le pays dans d'autres situation encore facheuses,parce que ceux qui dépendent de cette aide ,appartiennent au groupe des détenteurs de revenus faibles.

Donc,la meilleure procédure consiste en une suppression progressive ces pratiques.Mais l'objectif d'assistance aux plus demunis doit être cependant conservé imtact En ce qui concerne les distributions gratuites,celles ne subsisteraient qu'à titre marginal,au benefice des seules personnes qui se trouvent dans l'incapacité de travailler il est donc necessaire de mettre en place des mécanismes de création d'emploi pour toutes les populations dimunies de telle sorte qu'elles soient en mesure d'échanger leur force de travail contre les aliments.IL faut due mettre en chantier dans les quartiers urbains et dans les préfectures des travaux à haute intensité de main-d'oeuvre(travaux de voirié de plantations,petits ouvrages Hydrauliques...)

.../...

Conculsions :

L'aide alimentaire peut constribuer de maniére significative à la croissance économique des pays du tiers monde qui'en bénéficient en fournissant des biens salariaux necessaires à la mobilisations de la main-d'eouvre ,elle elimine l'un des principaux obstacles au developpement ,à savoir des disponibilités alimentaires insuffisantes pour satisfaire la demande croissante liée à la création d'emplois .

En même temps ,elle peut avoir un effet bénéfique sur les pauvres d'une part en disposant les ressources requises pour poursuivre une stratégie de developpement axée sur l'emploi et d'autre par en favorisant l'utilisation de mesures spécifiques d'intervention sur les marchés.

Pour que l'aide alimentaire apporte une contribution optimale à la croissance économique,trois conditions doivent être remplies par le donateur et deux par le bénéficiaire .

Le donateur doit:

a) garantir un approvionnement regulier pour permettre l'execution de programme de developpement qui sont desormais dependant de cette aide - il faut que les denrés arrivent à temps, que les projets reposent sur des techniques rationnelles et de bons apports locaux pour pouvoir être executés convenablement

b) Accorder de grandes quantités de vivres . Les vivres octroyés en échangé de travail fourni sont le plus souvent, vendus en partie et à bas prix pour faire face aux besoins produits non alimentaires et aux produits d'origne animal.

c) Défini les conditions dans lesquelles l'aide peut être utilisé au mieux afin par exemple ,de disposer des autres moyens necessaires à un emploi rationnel de la main-d'eouvre.

Le bénéficiaire doit,quant à lui ;

a) donner la priorité au developpement agricole pour éviter que l'aide ne nuise à la production vivrière et permettre en cause d'une stratégie axée sur l'emploi pour cette fin l'aide alimentaire ne peut pas elle seule assurer cet objectif,elle doit être associée à d'autres formes d'aides(matériel agricole engrais etc...)qui vont améliorer la production locale.

b) Poursuivre des politiques visant à étendre le plus équitablement possible les ressources en capital à toute la force de travail afin de stimuler la croissance . Pour repondre à ces deux imperatifs,il importe de prêter

.../...

Attention aux politiques en matiére de prix interieurs aussi que à la nature des changements technologiques à interduire dans l'agriculture pour favoriser la production . A propos de prix interieurs ,dont une augmentation est indispensable(comme cela a été le cas tout recemment pour le prix des céréales)pour favoriser la production nationale,il est necessaire qu'au moment des augmentations de prix ,de tenir compte à la fois des prix pratiqués au Sénégal et au Mali.Ceci,pour que la difference n'entraîne pas d'importantes importation s clandestinés et de l'équilibre financier des organismes chargés de la transformation afin que les subventions qu'ils sollicitent,restent raisonnables.

Le prix du mil,sorgho,maïs doit être fixé à un niveau qui ,non seulement doit garantir un prix rémunérateur aux paysans,mais soit réellement incitatif à une intensification de laproduction . Le CSA à la charge de faire respecter le prix minimum d'achat en intervenant sur les marchés,il doit empêcher toute chute de prix lors d'une bonne récolte et tout momopole des commerçants . Ppur être éfficace il est impératif que les prix planchers soient fixés avant la période des semis et qu'ils fassent l'objet d'une trés large publicité(radio - etc...

Le rôle d'aide alimentaire dans la stabilisation des prix interieurs est trés important car elle évite les speculations éventuelles enfixant des quotas d'achat pour chaque consommateur .Toutefois,il est souhaitable pour faire face aux faibles revenus des populations rurales,que le CSA revise son volume minimum de vente (sac de 50 Kg),car selon les chefs de centres, à un grand nombre de personnes vont acheter au prix cher du marché par manque de moyens. Cela peut avoir à long terme repercutions sur les ventes du CSA et entrainer les speculations clandestines.Car desormais ces personnes vont passer par l'intermédiaire de détenteurs de revenus,capables de cumuler les achats de plusieurs individus.

Les ventes a prix réduit sont sans doute actuellement plus pernicieuses pour l'économie que les distributions gratuites,dans la mesure où les portent sur les quantités importantes et elles interessent un grand nombre de bénéficiaires . En outre le CSA pourrait utiliser dans son ~~projet~~ objectif d'amérioration de ses infrastructures de stockage,des programmes VCT pour ce qui est du recrutement de la main-d'eouvre. Mais toutefois,il serait souhaitable de donner une partie de cette rétirbution en éspece pour lui permettre de faire face .

Aux besions en produits non alimentaire et de produits d'origine animal(poisson viande)car une partie des vivres reçus est vendue à bas prix ce qui a pour conséquence de diluer les avantages nutritionnels de ces vivres c'est à dire que les resultats attendus de ces vires ne sont plus atteints . Ces programmes VCT sont appréxiables,car ils constituent le seul moyen d'arracher les populations rurales des effets nefastes de l'aide alimentaire . Ils constituent cependant la dynamique même des relations qui existent entre le marché du travail et celui des produits alimentaires . L'avantage de ces programmes se manifestent par le fait que les vivres fournis au titre de l'aide alimentaire vont bien à ceux qui en ont besion et les activités qui ils entreprennent ont un coefficient de main-oeutre élevé. En outre,ils sont reconnus pour leur incidence sur les réseaux routiers ,la contruction des digues et diguettes en milieu rurales.

- La cellule VCT dans ses interventions ne doit pas donc se limiter seulement à stimiler les initiatives des collectivités . Mais à entrependre elle même des ouvrages d'interêt général tel que la refection des routes et pistes la formation d'encadreurs,etc... car l'enclavement de certaines localités du pays pose des problémes. D'approviscinnement. Le dégre de secourité alimentaire du pays peut être imputé par ce facteur. La création et la refection des pistes,pour lesquelles les programmes VCT sont reconnus doivent être l'un des objectif prioritaires du CSA - parce qu'elles ont une incidence sur le transport de l'aide alimentaire (transport secondaire)sur la réalisation des projets de developpement dans les régions et éventuellement l'écoulement de la production locale.

- Pour le bon déroulement des projets de developpement dans les régions un minimum d'infrastructure routiére est necessaire pour l'acheminement des intrants(engrais,matériels agricoles,vivres etc...) et pour l'écoulement des productions vers les grands centre.

- Ces programmes repondent en somme à quelques objectifs du 4e plan à savoir l'investissement dans des activités à haute intensité de main-d'oeuvre et pour une faible.

En somme, l'aide par l'intermediaire du programme VOF peut servir au developpement régional en Mauritanie et partant : le developpement socio-économique du pays. Mais il faut admettre au préalable qu'une région n'est pas dans un état une entité indépendante, mais "comme la partie d'un tout liée aux autres unités régionales et subordonnées à la conception nationale du bien être commun"

Ce qui revient à dire qu'un programme régional restera un catalogue de souhaits accompagné d'une évolution quantitative, purement abstrait et inutile aux objectifs et aux possibilités matérielles du reste de la nation

Annexe (I)

FORMULAIRE DE DEMANDE
D'INTERVENTION DE LA CULTURE
"VIVRES CONTRE TRAVAIL "(OOF FOR WORK)

(I) - INFORMATIONS GENERALES SUR LA COLLECTIVITE

I . Date de rédaction de la demande :_____

2 . Région :_____ Departement_____

3 . Zone S.E.M._____ Quartier_____ Cellule_____

4 . Nom de la collectivité ou du groupement concerné :_____

_____

5 . Quelles sont les activités traditionnelles de la collectivité §

_____

6 . Disposez-vous de personnel qualifié sur place §

- Mécaniciens :_____
- Electriciens :_____
- Maçons :_____
- Puisatiers :_____
- Artisans traditionnels :_____

7° . Quels sont les moyens matériels disponibles sur place

- Gros outillage :_____
- Véhicules (types,nombres)_____
- Animaux de trait(nombre)_____

8 . Quelles sont vos ressources en eau; ~~xxxx~~ en eau(puits traditionnels,puits cimentés,forage cours d'eau mare précisez les moyens d'exhaure)

_____

_____

A quelle distance du projet §_____

.../...

Annexe (2)

9 . Quelles sont les infrastructures dont vous disposez §
(répondre par oui ou non)

- Route praticable _____
- Ecole _____
- Dispensaire _____
- P.MI. _____
- Centre féminin _____

IO . Bénéficiez-vous de l'aide alimentaire gratuite du C.S.A. §

_____

II - INFORMATIONS SUR LE PROJET:
(Objet de cette requête)

II . Lieu exact et précis du projet : _____

I2 . Responsable local du projet : _____

I3 . Avez-vous un correspondant à Nouakchott § Si oui,quel est son nom et adresse § _____

_____

_____

I4 . Expliquez clairement en quoi consiste votre projet: _____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

.../...

Annexe (3) :

I5 . Objectifs du projet :_____

_____

_____

I6 . Ce projet à t-il démarré et depuis quand §_____

_____

I7 . Dans le cadre de ce projet avez-vous déjà bénéficié d'une aide d'un organisme gourvernemental ou non gourvenemtal §_____

_____

a) - si oui,quel organisme §_____

b) - forme de l'aide reçue :

- Numéraire :_____

- Aide alimentaire :_____

- Materiel et Equipement :

DESTIGNATION	QUANTIE	COUT

c) - Date d'obtention de cette aide :_____

d) - Retracez l'utilisation exacte que vous avez faite de cette aide :_____

_____

_____

_____

.../...

Annexe (4) :

I8 . Etat d'avancement des travaux du projet :

- a)

REALISATION ACTUELLES	COUTS

- b) Expliquez clairement les modalités de financement de ces réalisations :

- Contributions de la collectivité : _____

_____

- Autres contributions : _____

_____

I9 . Quels sont les travaux pour lesquels vous sollicitez l'intervention de la cellule §

Expliquez en détail : _____

_____

_____

_____

_____

.../...

Annexe (5):

20 . Nombre de jours de travail nécessaires pour la réalisation des travaux pour lesquels vous demandez l'intervention de la cellule :

_____

21 . Nombre de travailleurs nécessaires :_____

22 . Nombre de personnes bénéficiaires du projet :_____

directement :_____

indirectement :_____

23 . Enumérez la liste détaillée et complete des besions materiels nécessaires au projet .

DESIGNATION	NOMBRE

24 . Quelle est votre production actuelle § :_____

_____

25 . Acceptez-vous de recevoir des vivres contre votre travail § _____

_____

_____

_____

_____

.../...

Annexé : (6):

26 . Quelles sont les difficultés escomptées durant la période des travaux §

è

.../...

Annexe (8):

28 . Observations et commentaires technique sur votre projet faits par le technicien local compétent .(Agriculture,protection de la Nature,Hydraulique,Travaux Publics, Genie Rural , Direction de l'Artisanat,promotion Féminine).

DATE :

SIGNATURE ET CACHET:

Annexé (7):

III - AVEC DES AUTORITES ADMINISTRATIVES ET DU SERVICES TECHNIQUE

27 . Avis et commentaires de l'autorité administrative locale sur votre projet .
(Gouverneur, Gouverneur - Adjoint, préfet.)

DATE :

SIGNATURE ET CACHET :

Annexe (9) :

Date et Signature du Responsable du projet :

+ Vous pouvez joindre à ce formulaire tout autre document que vous jugez nécessaire. (Liste des membres de la collectivité,études techniques,etc...

+ Après avis des autorites administratives et techniques,adressez ou portez ce formulaire à :

CELLULE "VIVRES CONTRE TRAVAIL "
IMMEUBLE S.M.A.R (REZ-DE-CHAUSSEE)
C.S.A. B.P. 377 TEL . 528. 30 POSTE 50 /

Annexe (1) : VIRES NECESSAIRES POUR L'EXECUTION DES PROJETS ORGANISMES:

PROJETS	Nbre de Travailleurs	Durée de l'intervention	Nbre d'H/J	Generales	Lait en T	Beu en T
M.D.R. Régeneration gommeraies	42	1 AN	15.120	45	3	3
M.D.R.Ceinture verte Nouakchott	186	1 AN	69.960	210	12	12
M.D.R. Bois de - village de Rosso	2	1 AN	720	1,5	0,1	0,1
M.D.R. M'pourié	205	1 AN	73.800	176	11	11
Réalisation de retits périmetres	7.000	2 Mois	420.000	1.260	75	75
MDR Lutte integrée	200	1 AN	72.000	216	13	13
MDR formation au systéme Magroud	710	1 Mois	21.300	70	4	4
MDR Equipe de lutte	63	6 Mois	11.340	34	2	2
MDR Diguettes et barrages	712	1 Mois	21.360	11	0,6	0,6
MDR FORMATION DE Dresseurs	100	3 Mois	9.000	5	0,3	0,3
MDREF FORMATION de paysans pilotes	500	1 Mois	15.000	7,5	0,5	0,5
MDR Formation de phenciculteurs(Sani)	1.050	2 Mois	63.000	32	2	2
SONADER(Ensemble des Projets pôles-verts	306	1 AN	110.160	330	20	20
TOTAL	[illegible] 760		902 760 3.364	3.364 144	144	144

NOTE : - pour la SONADER,il s'agit d'un ensemble de petits projets qui peuvent être évalués à 6 ou 7 projets par an.

- Besions Moyens en Vivres Annuel par projet :

3.364 /20 = 168,2 T/Projet

144/ 20 = 7,2 7/Projet

144/ 20 = 7,2 T/Projet

MDR = MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Annexe (II) : Perivision du nombre D'H/j Necessaire à L'execution des objets:

SECTEUR	Nbre prévu de projets	Nbre prévu de travailler	Durée de l'intervention	Nbre D/J	Gene P/Anne en T	Lait P/an en T	Beurre P/an en T.
Petits perimetres	70	I00	90 J	630.000	2.363	I42	I42
Artisanat	8	20	90 J	630.000	54	3	34
Promotion féminine	5	I00	90 J	630.000	I69	I0	I0
Diguettes,puis, Barrages	I0	50	90 J	45.000	I69	I0	I0
Assainissement urbain	5	I00	90 J	45.000	I69	I0	I0
Ecoles dispensaires	5	30	90 J	I3.500	5I	3	3
Routes et pistes	6	I00	90 J	54.000	202	I2	I2
Reboisement et Fixation des dunes	8	50	90 J	36.000	I35	8	8
Pêche artisanale	8	50	90 J	36.000	5I	3	3
TOTAL =	I20			823.000	3.363	20I	20I

Note : - La ration adoptée pour les projets VCT est :
3,75 Kg céréales / Jour - 0,225 Kg lait/jour - 0,225 Kg beurre/jour
- Besions Moyens En Vivres par projet :

Céréales : 3.363 / I20 = 28,03 T
Lait : 20I / I20 = I,68 T
Beurre : 20I / I20 = I,68 T

.../...

Annexe (4) :

FORMULE D'ENGAGEMENT

_____/)/°_____/

Titre du projet : _____

Lieu du projet : _____

Collectivité ou groupement concerné : _____

Nom du Responsable : _____

Nous soussignés : _____

_____

_____

_____

Agissant au nom de la collectivité ou du groupement de: _____

_____

nous engageons vis-àvis de la cellule"VOC" du CSA à :

1 . Executer tous travaux prévus dans le projet ;

_____

_____

_____

_____

_____

2 . Utiliser le matériel(dont la liste suit)

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

Fourni par le CSA pour les seuls besions du projet .

.../...

3. Assurer l'entretien et la maintenance du matériel fourni.

4° Permettre à tout représentant de la cellule de visiter et contrôler en son temps l'execution du projet .

5 : Nous conformer aux conseils techniques du représentant local du M.D.R.

6 : Distribuer les vivres fournis par la cellule :

_____ Céréales

_____ Beurre

_____ Lait

dans le cadre du projet, aux seuls travailleurs :

7 . Si l'une ou plusieurs des clausses ci-dessus ne sont pas respectées, la cellule pourra à tout moment mettre fin au projet en retirant les vivres et le matériel précedement consentis.

FAIT A :_____ Le _____

POUR LE GROUPEMENT OU LA COLLECTIVITE

VU et Approuvé par

la Cellule

Vu et Approuvé par

l'Autorité Administrative Locale

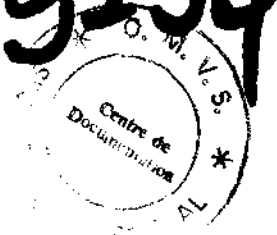
09194

Université de Nouakchott

Faculté des Sciences Juridiques et Economiques de l'Université de Nouakchott
Le Chef de Département Economie
Gestion

Faculté des Sciences Juridiques et Economiques

9194



Théme :

L'Aide Alimentaire et Dèveloppement Regional en Mauritanie

Mémoire de Maitrise en Economie

Présenté et soutenu par : DIAGANA ALIOU

Dirigé par : MARC LAYRANGUES

Faculté des Sciences Juridiques et Economiques de l'Université de Nouakchott
Le Chef de Département Economie
Gestion

ANNEE : 1985- 1986